

Administration de l'énergie—Loi

\$120 pièce. Je voudrais savoir qui a fait grimper leur valeur à \$80. Au début de l'été 1980, elles ne valaient que \$40. A l'époque, quelques autres pétrolières se vendaient à peu près au même prix mais, depuis, leur cours est tombé à une vingtaine de dollars. On peut donc dire que si Petro-Canada n'avait pas racheté Petrofina à \$120 l'action, elle aurait sans doute pu le faire aujourd'hui pour 20 ou \$25. Le gouvernement a payé cette société environ quatre ou cinq fois plus que sa valeur réelle.

Cela ne figure pas dans les livres bleus et dans les prévisions budgétaires, de façon que le public puisse comprendre ce qui se passe et se forger une opinion. Le gouvernement ne tient apparemment pas à ce que les Canadiens examinent ses antécédents. Il ne veut pas augmenter les dépenses, parce qu'il veut que le ministre puisse alléguer qu'il les comprime. Voilà pourquoi il a imaginé ce droit sur la propriété canadienne qu'il verse mine de rien dans un petit compte distinct de ses comptes réguliers, et il y engouffre l'argent. C'est ainsi que le ministre ou ses représentants à la tête de Petro-Canada disposent de 800 millions de dollars par an pour acheter des sociétés.

Quelle joie ce doit être! Quel travail intéressant! Nous ignorons combien ils touchent. Ce que nous savons, c'est que certains, comme M. Phelps, obtiennent des prêts hypothécaires sans intérêt, s'ils ont la chance de travailler pour le ministre. Nous savons que son traitement a été augmenté. Mais nous ignorons le traitement que tous ces gens-là touchent. Tout ce que nous savons, c'est que nous versons 4c. dans leur petite cagnotte pour chaque gallon d'essence que nous achetons. Apparemment, nous n'avons pas le droit d'être renseignés. Après tout, nous ne sommes que les députés que les Canadiens ont élus pour les représenter! Pourquoi cela devrait-il nous donner le droit de poser des questions à propos des 800 millions de dollars qui sont dépensés ou devraient l'être.

Ces 800 millions sont presque une victoire, monsieur l'Orateur, car le ministre avait demandé tout d'abord le pouvoir de porter ce montant à 4.5 milliards de dollars par année. Il voulait pouvoir à sa guise imposer une taxe de 28c. le gallon que lui-même, ou une société de la Couronne, Petro-Canada ou une autre, aurait pu utiliser à sa fantaisie. Il veut être capable de créer toute une série d'autres sociétés et acheter ainsi tout ce qu'il veut. Bien des gens ont gagné de l'argent grâce à ces actions de la Société Petrofina. Vous pouvez imaginer sans peine combien d'heureux spéculateurs on pourrait faire en leur distribuant chaque année 4.5 milliards de dollars à dépenser à leur guise. Monsieur l'Orateur, c'est absolument immoral, inadmissible et malhonnête. Il faudrait être bête à manger du foin pour donner son accord à ce projet.

● (1750)

Il y a également le prélèvement spécial d'indemnisation que l'on doit au génie qui veut réduire les Canadiens à la misère noire. C'est une réplique exacte du prélèvement d'indemnisation pétrolière, mais pour des raisons politiques, on l'a qualifiée de spécial. Lorsqu'il y a eu une réduction dans la production de pétrole dans l'Alberta, le ministre l'a appelée la taxe Lougheed, même si le reste du pays l'appelait la taxe Lalonde. C'était un subterfuge, mais quoi qu'il en soit la taxe a bien été prélevée et l'on nous demande maintenant, six mois plus tard, de légaliser quelque chose qui a été appliqué illégalement et

qui n'existe même plus. Il faudrait vraiment être bête pour tomber dans le panneau.

Enfin, monsieur l'Orateur, nous avons les paiements d'indemnisation pétrolière prélevés à même les droits perçus à cette fin. Le gouvernement perçoit à l'heure actuelle près de 3 milliards de dollars, soit 24c. le gallon à la pompe. Or, croyez-le ou non, cet article est indiqué dans le livre bleu comme une dépense négative. Belle façon de trafiquer les comptes. Comment peut-on prétendre que les dépenses du gouvernement diminuent alors qu'elle augmentent d'année en année. Ainsi, l'année dernière, la hausse a été de 22 p. 100? C'est bien simple, il suffit d'inventer une dépense négative qui vous permet de n'augmenter les dépenses que de 16 p. 100. C'est là leur façon de procéder!

Quoi qu'il en soit, nous demandons à chaque Canadien qui achète de l'essence, du mazout ou du carburant diesel de payer 24c. le gallon de plus pour subventionner les importations de pétrole en provenance du Mexique, du Venezuela et de l'Arabie saoudite. Pendant ce temps, la production de pétrole canadien, qui n'est pas subventionnée, est réduite de 300,000 barils par jour à cause de ce programme de subvention des importations. Nous subventionnons les sociétés Pemex et Aramco alors que les producteurs canadiens—des Canadiens de l'Ouest je vous le concède, mais des Canadiens tout de même—voient leurs activités limitées. L'une de ces sociétés canadiennes, la Oakwood Petroleum, qui intégralement appartient à des Canadiens, perd un million de dollars par mois.

Quand nous interrogeons le ministre à ce sujet, il répond que c'est nous qui réclamons des compressions. Monsieur l'Orateur, parce que la production est limitée, des centaines de petites sociétés canadiennes d'entretien sont inactives. Il n'est pas nécessaire d'assurer l'entretien d'un derrick qui ne fonctionne pas. Aussi font-elles faillite à titre-larigot. Les plus intelligentes ont quitté le Canada pour les États-Unis l'an dernier, mais le ministre se dit fier de son Programme énergétique national parce qu'il débouche sur la canadianisation de l'industrie pétrolière et gazière. Eh bien! Les propriétaires des entreprises qui sont restées sont des membres actifs du WCC; pour eux, le mot «canadianisation» est injurieux. C'est triste, monsieur l'Orateur. Ce devrait être un mot magnifique qui suscite l'enthousiasme chez les Canadiens et qui les incite à investir massivement dans ce secteur pour donner à ces jeunes entreprises de chez nous la chance de profiter de cette croissance fabuleuse. Mais à cause de l'incompétence et de la stupidité avec laquelle ce programme est administré, elles sont acculées à la faillite.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas dit ce que ces 300,000 barils de pétrole bloqués coûtent à l'économie canadienne. Cela nous coûte 20 millions de dollars par jour pour importer une quantité équivalente de pétrole? Il faut emprunter de l'argent; par conséquent, nous sommes obligés de maintenir nos taux d'intérêt à un niveau plus élevé qu'aux États-Unis. Quelles sont les conséquences de cette situation sur notre monnaie? Est-ce que cela a fait augmenter le taux d'inflation et les taux d'intérêt de 1 ou 2 p. 100? C'est passablement difficile à dire, mais il est incontestable que les deux ont augmenté. Pourtant, cela n'empêchera pas ces députés de voter pour ce programme et de dire au ministre qu'il fait du bon travail, même s'il est responsable de la faillite de centaines d'entreprises, même si les consommateurs paient inutilement un supplément de 24c. sur le gallon d'essence, de mazout et de carburant diesel. Et tout